

G 4 – L’Afrique : les défis du développement.

L’Afrique rassemble 54 Etats en incluant les îles de l’océan Indien, des centaines de langues, une grande diversité de climats et de paysages, marqués par l’alternance de la saison sèche et de la saison des pluies (7600 km de Tunis au Cap). Au XIX^e siècle, elle est perçue par les Européens comme un continent inférieur. Encore aujourd’hui, l’Afrique concentre la majorité des PMA de la planète. Pourtant, le continent africain constitue aussi le nouvel eldorado pour de nombreuses entreprises de la Triade ou des pays émergents.

Comment expliquer l’attractivité nouvelle du continent africain? Quels sont les obstacles à surmonter pour renforcer celle-ci ?

Le Sahara présente, à la fois, des atouts et des contraintes. Il s’agit d’un bon résumé de la situation du continent africain qui s’intègre progressivement dans la mondialisation.

I. Le Sahara : ressources, conflits.

Au Moyen-âge, le Sahara connaît un important commerce caravanier entre la côte méditerranéenne et l’Afrique noire. Mais, avec le développement du commerce maritime à partir du XVI^e siècle et la colonisation européenne au XIX^e, cet espace se trouve marginalisé. Pourtant, il constitue aujourd’hui un enjeu international et un espace de compétition voire de conflits. Quels sont les enjeux géostratégiques de l’ensemble saharien ?

A. Un espace soumis à de fortes contraintes physiques mais au riche potentiel.

Le Sahara (« *al-sahrà* » soit le désert en arabe) est le plus grand désert du monde avec 8,5 millions de km². Il s’étend de l’Atlantique à la mer Rouge et sépare l’Afrique du Nord de l’Afrique subsaharienne. Cet espace, couvert à 20% de sable, est un désert chaud où un puissant anticyclone limite les précipitations à moins de 100 mm/an. Ce climat aride rend la présence humaine difficile en dehors des oasis (1/1 000^e de la surface du Sahara) d’autant que les contrastes thermiques sont très importants (38°C en été, 8°C en hiver). En contrepoint à ces fortes contraintes, le Sahara offre aussi d’importantes ressources.

Le Sahara dispose, en effet, de ressources souterraines – fer (Mauritanie), uranium (Niger), phosphates (Maroc et Tunisie), hydrocarbures (Algérie, Libye, Soudan) – et de nappes aquifères fossiles. Ces richesses suscitent des convoitises de la part des firmes et des Etats étrangers (Etats-Unis, Etats européens, Chine) qui se disputent l’exploitation des ressources minières avec les Etats locaux. Les Etats du Maghreb et du Machrek, tournés vers la Méditerranée, ont créé des infrastructures, souvent médiocres, pour connecter les espaces intérieurs à la Méditerranée afin d’exporter ces ressources. A l’opposé, les Etats saharo-sahéliens, dépourvus de façades maritimes (Mali, Niger, Tchad), sont plus marqués par l’enclavement. Le Sahara est aussi propice au tourisme d’aventure pour des populations à fort pouvoir d’achat qui recherchent des « espace de sérénité ».

Mais l’exploitation des ressources reste complexe en raison des contraintes physiques. Il faut maîtriser l’accès à l’eau dans les lieux d’extraction et relier ces gisements aux foyers de consommation qui sont relativement éloignés (Europe, Amérique du Nord, Asie). Se pose aussi le problème de la durabilité de ces ressources (épuisement des nappes aquifères et des énergies fossiles, pollution). Enfin, l’insécurité de la région limite le développement régional.

Le Sahara dispose donc d’importantes ressources mais qui sont difficiles à exploiter en raison de nombreuses contraintes. Cette difficulté est renforcée par la situation politique régionale.

B. Un espace de plus en plus occupé par l’homme.

Le Sahara est peuplé de plus de 7 millions d’habitants. Il a connu une forte croissance démographique depuis les années 1950, surtout dans sa partie nord. Cette augmentation se traduit d’ailleurs par le développement de l’urbanisation. Dans la plupart des régions, les taux d’urbanisation atteignent 80% et les villes s’étendent pour constituer des réseaux urbains transfrontaliers : anciennes oasis, cités minières, pôles de croissance sous l’effet des migrations et des échanges transsahariens. Le Sahara a une fonction de transit pour les migrants qui cherchent à gagner l’Europe.

La croissance urbaine est aussi liée à la circulation croissante des marchandises : venant du sud (sel, bétail, arachide, sésame, henné, produits de contrebande) et du Nord (biens manufacturés, produits alimentaires). Afin d’intégrer le Sahara et ainsi compenser le déséquilibre entre les vides humains du Sahara et les fortes densités humaines des marges méditerranéennes au nord et sahéennes au sud, les Etats ont amélioré l’encadrement administratif, promu des villes-centres et multiplié les équipements : routes, voies ferrées, aéroports...

L'urbanisation, le développement de l'agriculture, l'implantation d'activités attractives sont des signes de développement mais entraînent aussi des conflits d'usages qui peuvent devenir des conflits armés.

Le Sahara ne constitue pas un ensemble homogène mais son occupation humaine se renforce ce qui permet une meilleure exploitation de la région mais aussi le développement de tensions entre ces populations.

C. La montée des conflits.

Le Sahara, découpé entre dix Etats indépendants, est le théâtre de nombreux conflits internes qui tirent leur origine de la question des frontières. En effet, celles-ci ont été fixées par les puissances européennes lors de la conquête coloniale et ne tiennent pas toujours compte des réalités humaines. Ce découpage a été confirmé, dans les années 1960, par l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) mais il est aujourd'hui source de contestation entre Etats et entre populations locales. Ainsi, des Etats peuvent s'opposer pour le contrôle d'un territoire, en particulier si celui-ci dispose de ressources naturelles (Sahara occidental). De même, les populations du Sud et du Nord, à l'intérieur des Etats du sud-Sahara (Tchad, Soudan, Mali) s'affrontent en raison des différences de modes de vie, de pratiques religieuses ou d'organisations sociales (Touaregs, Sahraouis du Sahara occidental). Les conflits peuvent entraîner des mouvements de populations réfugiées (entre le Soudan et le Tchad).

Aujourd'hui la question la plus brûlante est celle des trafics en tous genres qui passent par le Sahara et qui sont stimulés par la présence de nombreux groupes armés, se revendiquant de l'Islam radical alors que ce sont surtout des trafiquants et des preneurs d'otages. *Aqmi* (*Al-Qaïda* au Maghreb Islamique) tire ses ressources principalement du trafic de la cocaïne (qui vient d'Amérique latine) et du commerce des otages qui lui permettent de maîtriser les routes du Sahara et de financer ses autres activités. Enfin, le Printemps arabe a contribué à déstabiliser les territoires plus au sud, déjà marqués par l'influence d'*Aqmi*. Par exemple, les combattants touaregs maliens qui avaient servi dans l'armée de Kadhafi sont retournés au Mali avec leurs armes et ont cherché à obtenir l'indépendance du Nord Mali ou *Azawad*. Le Sahel est donc l'objet de compétition entre des groupes armés et des Etats déjà fragiles ce qui nécessite l'intervention de puissances extérieures. Début 2013, la France intervient au Mali alors que les groupes islamistes, qui tiennent une large partie du nord désertique du Mali, menacent la capitale du sud : Bamako. Dans le même temps, l'insécurité gagne l'ouest du Sahara : une famille est enlevée alors qu'elle visite une région en marge du Cameroun, qui n'était pas considérée comme à risque. Cette forte instabilité rend difficile le développement du tourisme.

Le Sahara constitue un espace répulsif pour l'occupation humaine. Cependant, les nombreuses richesses qui s'y trouvent favorisent le développement de l'occupation humaine mais aussi la multiplication des tensions entre les populations locales auxquelles s'ajoutent les intérêts grandissants des puissances extérieures.

II. Le continent africain face au développement et à la mondialisation.

A l'échelle du monde, l'Afrique cumule les indicateurs défavorables mais elle connaît aujourd'hui des signes de développement et d'insertion dans la mondialisation. Toutefois, les défis à relever restent nombreux. Comment se déroule l'émergence de l'Afrique ?

A. Un continent à l'écart du développement et du monde...

L'Afrique apparaît comme une périphérie de la mondialisation. Son poids dans la production (1% de la production mondiale) et dans les échanges mondiaux (3,4% du commerce mondiale de marchandises, 2% des IDE mondiaux) est extrêmement faible. Ce qui se traduit par une certaine pauvreté : le PIB continental est de 1 500 milliards de \$ en 2010, soit 2% du PIB mondial (équivalent de Tokyo ou de l'Australie). De plus, elle ne dispose que de liens commerciaux peu diversifiés avec le reste du monde. Elle exporte surtout des matières premières (74% de ses exportations) et très peu de produits manufacturés (19% de ses exportations). Dans la majorité des pays d'Afrique, 75% de la valeur des exportations est basée sur un ou deux produits. Donc l'économie africaine est vulnérable aux interventions extérieures, dépendante de l'évolution des prix des matières premières, des aides publiques au développement venues de l'étranger et des négociations sur la dette extérieure avec les institutions internationales. Elle reste en marge des grands réseaux de transports, aucune des grandes villes africaines n'est une métropole de 1^{er} plan. Durban, le 1^{er} port d'Afrique subsaharienne, ne traite que 2,5 millions de conteneurs/an (contre 32,6 millions pour Shanghai, le 1^{er} port mondial) même si de nombreux ports se modernisent (Tanger au Maroc, Pointe-Noire au Congo). L'Afrique ne représente que 5,7% des internautes mais l'accès à Internet progresse. Elle a par contre une place importante dans les trafics illégaux internationaux. En effet, les trafiquants profitent de la faiblesse des Etats qui manquent de moyens pour lutter contre le trafic de drogue, le braconnage, les ventes illégales d'ivoire, le trafic de pierres précieuses ou la

contrebande de médicaments. De plus, l'Afrique recycle les déchets informatiques du monde entier mais cela pose de graves problèmes de santé à cause de la toxicité des matériaux car il s'agit d'une activité informelle. La fragilité de l'économie du continent africain se traduit sur le plan du développement.

L'Afrique est le continent au plus bas revenu par habitant (environ 1 500 \$ de PIB/hab. en 2010) et au niveau de développement le plus faible (33 des 48 PMA, de 0,34 pour le Niger à 0,769 pour la Tunisie). 300 millions de personnes, en majorité des ruraux, vivent avec moins de 1\$/jour. La pauvreté touche aussi les habitants des villes : 62% des habitants d'Afrique subsaharienne vivent dans des bidonvilles malgré quelques progrès – au Sénégal, ils sont passés de 70% en 1990 à 30% aujourd'hui. La faiblesse de l'industrie, des infrastructures et des nouvelles technologies conduit à un fort chômage et au développement du secteur informel qui assure la survie du plus grand nombre. L'espérance de vie est aussi la plus faible au monde, avec une moyenne de 55 ans contre 68 ans pour la planète. La mortalité infantile est la plus élevée au monde avec un taux de 74‰ qui témoigne de l'insuffisance de l'encadrement médical et de l'insalubrité. La situation sociale et sanitaire est problématique : 1/3 de la population a une alimentation insuffisante et les maladies se développent facilement (23 sur les 34 millions des séropositifs du monde, paludisme endémique). Cependant, il existe de fortes différences entre les Etats et les régions, seulement 31% de la population d'Afrique subsaharienne est raccordée à des installations sanitaires contre 89% en Afrique du Nord.

Les tensions et les conflits expliquent en partie cette pauvreté. L'Afrique est en 2^{ème} position pour les conflits armés après l'Asie et les conflits armés concernent 20% de la population. C'est le continent qui compte le plus d'opérations de maintien de la paix par les Nations unies. Par exemple, la Somalie est en guerre civile depuis 1991 provoquant la destruction de la capitale et le développement de la piraterie au large des côtes. De même, le Libéria ou la République démocratique du Congo sont régulièrement touchés par des affrontements internes (le viol devient une arme de guerre en République Démocratique du Congo). Ces conflits aggravent le sous-développement par le pillage des ressources et la multiplication des réfugiés et des déplacés. L'Afrique est le continent qui accueille le plus de déplacés et de réfugiés, 11 sur les 37 millions du monde. La jeunesse est fortement touchée par ces conflits en raison de la difficile réinsertion des enfants soldats et la multiplication des orphelins qui vivent dans la rue. Il s'en suit un important chômage des jeunes (55% en Afrique subsaharienne et 37% en Afrique du Nord). La flambée des cours des matières premières provoquent aussi des émeutes de la faim dans les grandes villes africaines. Ces situations de crises ravivent des tensions ethniques et la xénophobie, comme le montre les violences contre les réfugiés (Côte d'Ivoire, par exemple). Enfin, la corruption des élites et l'injustice sociale sont considérables ce qui conduit à de fréquents soulèvements comme le Printemps arabe de 2011. L'instabilité politique aggrave les difficultés économiques en retardant les investissements étrangers.

Le développement de l'Afrique est aussi freiné par l'explosion démographique : le continent comptait 220 millions d'habitants en 1950, ils sont aujourd'hui plus d'1 milliard et devraient être plus de 1,5 milliard en 2030. L'Afrique est le continent où la croissance démographique est la plus forte en raison d'une transition démographique très rapide. La natalité est extrêmement forte avec 7 à 8 enfants par femme en Afrique subsaharienne mais seulement 2 à 3 dans les villes et dans les pays arabes. Ceci se traduit par une population très jeune : 41% de la population d'Afrique subsaharienne à moins de 15 ans contre 31% en Afrique du Nord. L'importance numérique de la jeunesse pose le problème de l'éducation de celle-ci. Ainsi en Afrique subsaharienne, le nombre des analphabètes est passé de 133 à 163 millions entre 1985 et 1994. Dans ce domaine, d'importants écarts existent : plus de 80% des enfants suivent une scolarité primaire au Gabon contre 30% au Niger. En Afrique subsaharienne, 1 étudiant sur 16 part faire ses études à l'étranger ce qui constitue un frein au développement en privant cette région d'une élite intellectuelle. L'explosion démographique est particulièrement visible dans les villes. Leur population est passée de 32 millions en 1950 à 415 millions en 2010 ; en 2030 50% des Africains devrait vivre en ville.

L'Afrique apparaît donc comme le continent de la pauvreté et du mal-développement. Cependant, derrière ce tableau pessimiste, certains signes laissent entrevoir un futur meilleur.

B. ... mais des formes de décollage.

Le continent africain dispose, tout d'abord, d'un potentiel de développement considérable grâce à « l'avantage de l'arriération ». En effet, d'importantes ressources naturelles encore peu exploitées sont présentes sur son sol. Elles sont estimées à 33% des réserves mondiales de minerais : en 2015, l'Afrique produira 78% du platinium, 60% du cobalt, 57% du manganèse et des diamants, 22% de l'or et de l'uranium du monde. Les hydrocarbures sont aussi nombreux avec 13% des réserves prouvées de pétrole et 8% de celles de méthane. Si l'on ajoute un potentiel hydroélectrique équivalent à 10% du total mondial, l'Afrique dispose d'une base énergétique capable de soutenir une forte croissance industrielle. Ces réserves attirent les investissements

de la part des pays développés et des pays émergents et augmentent les exportations des pays africains. Cependant, ces derniers tombent souvent dans la « malédiction de la rente » en concentrant leur économie sur l'exportation d'une ressource naturelle aux dépens des autres secteurs économiques (99% des exportations du Nigéria ou 90% pour l'Angola avec les hydrocarbures, 50% des entrées de devises du Ghana grâce à l'or...). L'Afrique dispose aussi d'un potentiel agricole et forestier (2^e massif mondial) très important. La présence de vastes plaines et plateaux arrosées par de grands fleuves ou par des précipitations abondantes et régulières devrait permettre une production plus importante. Pourtant, les rendements restent faibles en raison de la pauvreté des populations rurales et de la faiblesse des investissements.

Un certain nombre d'indicateurs montre que ce potentiel commence à être exploité et que l'Afrique commence un décollage économique. Tout d'abord, les pays africains connaissent, pour la plupart, des taux de croissance relativement forts, de 4 à 5% en moyenne, ce qui est comparable à la situation de l'Asie dans les années 1970. Cette croissance est portée par l'émergence de couches sociales capables de consommer (classe moyenne d'environ 100 millions de personnes) essentiellement présentes en Afrique du Sud, Kenya et Maghreb. Les villes poursuivent leur développement et deviennent de véritables mégapoles (Le Caire 16 millions d'habitants, Lagos 15 millions, Kinshasa 10 millions, Khartoum 9 millions, Abidjan 7 millions...) conduisant à une amélioration des conditions de vie (accès à la santé, à l'éducation et à des réseaux d'eau potable...). Le commerce et les investissements s'intensifient grâce à la réduction de la dette des pays africains imposée par les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Les infrastructures de télécommunications progressent : en 2010, la couverture territoriale atteint 90% dans la plupart des villes et 40% dans les campagnes. Le haut débit devrait être largement diffusé en 2013 même si la moitié des Internautes se concentre en Afrique du Sud et au Maghreb. Dans ce contexte, les « Lions africains » émergent en réalisant près de 60% du PIB africain en 2011. Il s'agit de l'Afrique du Sud (26% du PIB africain – 391 milliards de \$), de l'Égypte (255 milliards de \$), de l'Algérie (207 milliards de \$), du Nigéria (207 milliards de \$) et du Maroc (97,2 milliards de \$). D'autres États affichent un dynamisme évident, comme la Tunisie (44,7 ma de \$), l'Angola (114,9 ma de \$), l'Éthiopie (41,9 ma de \$) ou le Botswana (17,64 ma de \$). Ce dernier a centré son développement sur la maîtrise de l'exploitation de ses ressources minières (diamants), ce qui lui a permis de sortir de la liste des PMA en 1994. Enfin, une quarantaine de FTN africaines sont considérées comme de bons compétiteurs mondiaux, à l'image du sud-africain Sasol, dans l'énergie, ou de l'égyptien Orascom dans les télécommunications.

Longtemps maintenue à l'écart de la mondialisation, l'Afrique s'insère de plus en plus dans les échanges mondiaux. En premier lieu, l'Afrique offre un nouveau marché, en développement après dix ans de croissance. Ensuite, ce sont ses réserves qui attirent les entreprises étrangères, surtout avec l'envolée des prix des matières premières. Les États-Unis comptent, ainsi, en tirer, le quart de leur approvisionnement pétrolier en 2025. La Chine développe son influence, dans le cadre de la « Chinafrique », en s'implantant dans une quarantaine de pays et devenant ainsi le 1^{er} partenaire commercial du continent depuis 2010. La République Populaire de Chine s'intéresse aux ressources minières et aux terres agricoles (« *land grabbing* »), comme la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite. L'Inde s'appuie, elle, sur ses anciens liens avec l'Afrique australe pour créer une « Indafrique ». Ainsi, les IDE sur le continent africain augmentent de 80% entre 2003 et 2010 mais se concentrent sur 10 pays seulement (Afrique du Sud, Égypte, Maroc, Algérie, Tunisie, Nigeria, Angola, Kenya, Libye, Ghana). L'Afrique attire aussi en raison des grands chantiers engagés pour permettre sa modernisation. Ces chantiers doivent permettre de désenclaver l'Afrique, en lui donnant notamment des ports en eau profonde capables de recevoir de gros porteurs (ports de Mombassa ou de Djibouti), de faciliter les échanges sur le continent (ligne TGV Tanger-Marrakech, corridor autoroutier dans le Golfe de Guinée) et d'améliorer l'accès aux NTIC (liaison câblée à haut débit). Ces grands chantiers sont l'objet de dures batailles commerciales entre les entreprises de la Triade et celles des pays émergents. L'Afrique est aussi insérée par le biais de certains succès économiques comme l'horticulture au Kenya ou les fruits et légumes de contre-saison en Afrique du Sud, même si cela reste un commerce dépendant de la demande extérieure. Enfin, l'Afrique devient aussi un acteur dans la géopolitique mondiale car certaines régions sont très surveillées, surtout depuis le 11 septembre 2001, comme le Sahara ou la Somalie qui servent de bases aux groupes terroristes et à la piraterie. Elle est également un lieu de « mondialisation sauvage » avec la contrebande d'armes et de diamants autour du Liberia, de la Sierra Leone et en Afrique centrale ce qui implique une certaine surveillance internationale.

En raison de ses richesses naturelles, le continent africain connaît un début d'intégration dans la mondialisation qui permet à certaines régions du continent de se développer. Mais, de nombreux défis restent à relever.

C. Des défis à relever qui restent nombreux.

Profitant de l'urbanisation, les paysans ont augmenté leur production en développant une polyculture destinée à la vente en ville. Des recherches génétiques locales ont permis d'élaborer de nouvelles variétés à haut rendement comme le Nerica (*New rice for Africa*) ou l'igname Florido. L'augmentation de la productivité et des surfaces cultivées permet de faire face à la croissance démographique sauf en cas de conflit ou de sécheresse. Cependant, le passage à une agriculture intensive et l'utilisation des OGM soulèvent certains problèmes comme la dégradation des sols, les atteintes à la santé des populations ou le recul des surfaces forestières (4 millions d'hectares détruits chaque année). En réaction à ce dernier point, les pays d'Afrique centrale ont créé des parcs nationaux et imposé des règles strictes d'exploitation pour préserver la forêt. Le Sahel est un espace particulièrement fragile car il est menacé par l'aridité et la désertification. Ces menaces sont renforcées en raison du réchauffement climatique. Pour tenter de lutter contre l'avancée du désert, des expérimentations sont menées en réalisant des barrières vertes. L'exploitation des matières premières et la gestion des déchets posent également problème. Les firmes étrangères qui exploitent les **ressources** pétrolières, forestières et minières sont régulièrement accusées de mauvaises pratiques. Par exemple, le delta du Niger aurait subi plus de 7 000 marées noires entre 1970 et 2000 et la société Shell est accusée d'y exploiter la main-d'œuvre locale sans porter la moindre attention au respect de l'environnement. De même, la firme allemande Danzer exploite le bois en République Démocratique du Congo sans vraiment appliquer le programme obligatoire de régénération de la forêt.

Pour réussir son développement, l'Afrique doit aussi surmonter certains blocages structurels. Ainsi, bien que son essor économique ait été permis par l'exploitation des matières premières, l'Afrique doit sortir de l'économie de rente en développant d'autres secteurs économiques comme les services, en améliorant les transports afin de désenclaver certaines régions et en répartissant mieux les richesses en faveur des bidonvilles et des espaces ruraux. Le continent connaît, depuis les années 1990, un début de démocratisation qui devrait faciliter la croissance. L'Afrique du Sud a connu la fin de l'*Apartheid* permettant l'organisation d'élections libres dans le cadre du multipartisme. La démocratie s'affirme aussi au Sénégal et au Ghana et tente de s'imposer en Egypte et en Tunisie. Au niveau local, les associations de villages et de quartiers ainsi que l'amélioration du statut de la femme contribuent à cette démocratisation. Cependant, les régimes autoritaires restent encore les plus nombreux. De plus, la nature de l'Etat doit aussi changer en renonçant à son fonctionnement clientéliste, à la corruption et à la confusion parmi les dirigeants entre intérêts privés et publics (« biens mal acquis » - entre 100 et 180 milliards de \$ détournés par une trentaine de dirigeants, Mobutu mort en 1997 avec une fortune personnelle de 5 à 6 milliards de \$). Malgré la résolution de certains conflits armés et une certaine démocratisation, la situation politique reste instable et la population majoritairement pauvre malgré l'exploitation des ressources du continent. Le « Printemps arabe » n'a pas eu les effets attendus conduisant à un recul du tourisme lequel constitue un des piliers économiques de la Tunisie (17 hôtels fermés dans la région de Tozeur) et de l'Egypte (recul des recettes de 30% en 2011 et de 11% en 2012, manque à gagner de 4 milliards de \$). De même, des tensions restent fortes en Afrique subsaharienne entre chrétiens et musulmans au Nigéria ou en Centrafrique ainsi que lors de la tenue d'élections (Kenya, République Démocratique du Congo...).

Pour finir, il y a une extrême diversité des situations entre les pays. Il existe ainsi une Afrique riche composée de l'Afrique du Nord (Maghreb, Machrek), de l'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana) et des Etats pétroliers (Nigéria, Gabon, Angola). A celle-ci s'oppose une Afrique pauvre, formée des Etats désavantagés par l'enclavement et des milieux naturels difficiles (Etats sahéliens), des pays dont l'économie est fondée sur la rente agricole (Sénégal Mali) ou minière et qui dépendent des cours des matières premières ainsi que des infrastructures portuaires de leurs voisins (Mali, Tchad). Des tentatives d'intégration régionales ont pour objectif de réduire ces inégalités. Par exemple, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Ouest-Africain) réunit 8 Etats et fait circuler la même monnaie (Franc CFA) ou bien l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) créée en 1963 et devenue UA (Union africaine) en 2002 qui cherche à œuvrer à la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement à travers l'Afrique, surtout par l'augmentation des investissements extérieurs par l'intermédiaire du programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Le désert du Sahara est, par définition, un espace peu attractif pour les populations humaines. Pourtant, il est aujourd'hui le terrain de luttes pour le contrôle de ses matières premières. Ce nouvel intérêt s'observe aussi à l'échelle du continent africain. Ce dernier qui paraît cumuler les handicaps est devenu un des espaces en devenir de la mondialisation. Ceci se manifeste par une présence croissante des entreprises des grandes puissances économiques même si de nombreux freins au développement persistent.

L'évolution que connaît actuellement le continent africain est-elle la même que celle qu'a connu le continent asiatique à partir des années 1960-1970 ?